



**PRÉFET  
DE LA MARNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Grand Est**

Unité départementale de la Marne  
Parc Technologique Henri Farman  
10 rue Clément Ader  
51100 Reims

Reims, le 03/10/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 25/09/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**MONDI LEMBACEL**

11 RUE DE REIMS

BP 3

51490 Bétheniville

Références : D2 i 2025 935

Code AIOT : 0005701427

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/09/2025 dans l'établissement MONDI LEMBACEL implanté 11 Rue de Reims B.P 3 51490 Bétheniville. L'inspection a été annoncée le 12/09/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Contre-visite suite à la mise en demeure du 17 octobre 2024, relative au caractère opérationnel des vannes de la réserve incendie aérienne.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- MONDI LEMBACEL
- 11 Rue de Reims B.P 3 51490 Bétheniville

- Code AIOT : 0005701427
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Mondi Lembacel est une industrie de fabrication d'emballage alimentaire comprenant plusieurs installations, telles qu'un atelier de fabrication, une zone de stockage de matières liquides, une réserve incendie aérienne, un bassin de confinement, etc.

#### Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

#### Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- Stratégie de défense incendie

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;

- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Gestion des produits	Arrêté Ministériel du 02/12/2021, article 3.3	Demande d'action corrective	1 mois
3	Etat des stocks déchets	Arrêté Préfectoral du 27/03/2012, article 5.1.7	Demande d'action corrective	1 mois
4	Transport déchets	Arrêté Préfectoral du 27/03/2012, article 5.1.6	Demande d'action corrective	1 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Moyens de lutte contre l'incendie : Réserve d'eau incendie aérienne	AP de Mise en Demeure du 17/10/2024, article 2	Sans objet
5	Etiquetage des substances et préparations dangereuses	Arrêté Préfectoral du 27/03/2012, article 7.5.2	Sans objet
6	Gestion des stockages en rétention	Arrêté Préfectoral du 27/03/2012, article 7.5.5	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

**Moyen de lutte contre l'incendie :** Les actions correctives demandées lors de la dernière visite ont été réalisées.

**Produits dangereux :** L'exploitant a une bonne connaissance des produits dangereux utilisés sur le site, qui sont correctement stockés. Toutefois, cette connaissance doit être formalisée par un plan de stockage et un registre précisant les quantités présentes.

**Déchets :** La gestion des déchets est globalement maîtrisée. Comme pour les produits dangereux, des améliorations sont attendues pour formaliser les quantités stockées sur site et établir une liste des transporteurs utilisés.

## 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Moyens de lutte contre l'incendie : Réserve d'eau incendie aérienne

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 17/10/2024, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Protection incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...] L'exploitant transmettra [...] les justificatifs du caractère opérationnel des vannes de la réserve incendie aérienne.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a procédé au remplacement du système de pompage et des vannes de la réserve incendie aérienne. Les bons de commandes de ces équipements, datés du 10/06/2025, ont été présentés.  Les travaux ont été récemment finalisés et le remplissage de la réserve incendie est actuellement en cours. L'eau utilisée pour le remplissage provient d'un forage situé sur le site.  Le remplacement des équipements et le remplissage de la réserve ont été vérifiés sur le site.  L'exploitant indique être en contact avec le Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS) pour valider le caractère opérationnel des nouveaux équipements. Un essai de mise en service des équipements est prévu, ainsi que des essais réguliers des vannes. L'exploitant précise que le SDIS préconise un contrôle de ces équipements tous les 3 ans.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Sous 6 mois, transmettre un justificatif attestant du contrôle du bon fonctionnement des nouveaux équipements de la réserve incendie aérienne par le SDIS.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 2 : Gestion des produits

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/12/2021, article 3.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Gestion des produits
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>L'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des matières dangereuses présentes dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité. Il prend les dispositions nécessaires pour respecter les préconisations desdites fiches (compatibilité des produits, stockage, emploi, lutte contre l'incendie).</p> <p>L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des matières dangereuses détenues, auquel est annexé un plan général des stockages. Ces documents sont tenus en permanence, de manière facilement accessible, à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.</p>
<b>Constats :</b> <p>L'exploitant a présenté un tableur informatique de suivi des produits dangereux, précisant la nature des produits ainsi que les mentions de danger associées. Toutefois, le fichier ne précise pas les quantités de produits stockés.</p> <p>Le plan de stockage présenté ne précise pas les zones dédiées aux stockage des produits dangereux.</p> <p>L'exploitant indique n'utiliser que de petites quantités de produits dangereux. Ces produits sont destinés à la maintenance courante et à la production (un maximum de trois fûts de 200 L de biocide par an a été donné à titre d'exemple).</p> <p>La disponibilité des Fiches de Données de Sécurité (FDS) associées aux produits présents a été vérifiée par sondage.</p> <p>L'exploitant déclare chercher à réduire l'utilisation d'agents chimiques dans ses procédés. L'exploitant donne comme exemple le remplacement des fontaines à solvant par des fontaines biologiques pour le nettoyage des pièces.</p> <p>Une formation interne sur les risques chimiques et le tri des déchets a été réalisée en 2023. L'inspection a également constaté la présence sur site d'affiches rappelant les produits incompatibles.</p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> <p>Sous 1 mois, transmettre :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- un plan de stockage indiquant la localisation des produits chimiques utilisés en production.</li></ul>

- un registre de suivi des produits dangereux précisant les quantités stockées mises à jour pour la production.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 3 : Etat des stocks déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/03/2012, article 5.1.7
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Etat des stocks
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les principaux déchets générés par le fonctionnement normal des installations sont limités [...]
<b>Constats :</b>  L'exploitant présente un tableur informatique de suivi des déchets produits. Cependant, ce tableau ne précise pas les quantités de déchets mises à jour stockées dans l'établissement. Les quantités de déchets évacués en 2024 et 2025 ont été vérifiées par sondage à partir des données extraites de Track Déchet.  L'exploitant dispose d'un conteneur extérieur pour stocker les déchets en attente d'évacuation, qu'il évacue environ 3 fois par an.  La présence du conteneur a été vérifiée lors de l'inspection.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Sous 1 mois, transmettre un registre de suivi des déchets précisant les quantités de déchets stockés dans l'établissement.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 4 : Transport déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/03/2012, article 5.1.6
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Transport déchets
<b>Prescription contrôlée :</b>  Chaque lot de déchets dangereux expédié vers l'extérieur doit être accompagné du bordereau de suivi établi en application l'arrêté ministériel du 29 juillet 2005 relatif au bordereau de suivi des dangereux mentionné à l'article 541-45 du code de l'environnement. Les opérations de transport des déchets doivent respecter les dispositions des articles R 541-50 à R 541-64 et R-54179 du code de l'environnement relatif au transport par route au négoce et au

courtage de déchets. La liste mis à jour des transporteurs de l'environnement utilisés par l'exploitant, est tenue à disposition de l'Inspection des installations classées.  
[...]

**Constats :**

A été vérifié par sondage :

- Les Bordereaux de Suivi de Déchets (BSD), qui précisent l'émetteur, le destinataire, ainsi que le type et la quantité de déchets évacués.
- La cohérence des informations contenues dans les BSD avec le registre de suivi des déchets tenu par l'exploitant.

L'exploitant ne dispose pas encore d'une liste formalisée des transporteurs de l'environnement utilisés. Toutefois, il a pu indiquer les noms des transporteurs mobilisés pour le transport de ses matières dangereuses, encres, colles et autres produits. Il précise que ces transporteurs respectent la réglementation relative au transport international des marchandises dangereuses par route (ADR).

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Sous 1 mois, transmettre la liste des transporteurs de l'environnement utilisés et les justificatifs de respect des dispositions du code de l'environnement relatif au transport par route au négoce et au courtage de déchets.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois

**N° 5 : Etiquetage des substances et préparations dangereuses**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 27/03/2012, article 7.5.2

**Thème(s) :** Produits chimiques, Etiquetage des substances et préparations dangereuses

**Prescription contrôlée :**

Les fûts, réservoirs et autres emballages, les récipients fixes de stockage de produits dangereux d'un volume supérieur à 800l portent de manière très lisible la dénomination exacte de leur contenu, le numéro et le symbole de danger défini dans la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.

**Constats :**

L'étiquetage des substances et des préparations dangereuses a été vérifié par sondage. Aucune non conformité n'a été constatée.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 6 : Gestion des stockages en rétention**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 27/03/2012, article 7.5.5

<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Gestion des stockages en rétention
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention [...]
<b>Constats :</b>  Les produits dangereux sont stockés sur rétention. Les produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.  Par sondage l'inspection n'a pas constaté d'écart sur ce point.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite